

Emprunts toxiques à DOUARNENEZ

(mode d'emploi)

La commune de Douarnenez, a été signataire en 2007/2008 de ces emprunts dits "toxiques", comme de nombreuses collectivités publiques, à majorité UMP ou socialiste. La nouvelle majorité municipale saura associer les citoyens(nes) douarnenistes, au combat engagé contre ces dettes illégales et illégitimes initiées par des banques sans scrupule, aux seuls intérêts spéculatifs.

Un rapport gouvernemental de 2012 indique que *« 1478 collectivités ou groupements détiennent au moins un emprunt à risque dont 1117 communes, 192 groupements, 97 syndicats intercommunaux, 62 départements et 11 régions. Dans les grandes collectivités qui sont les plus touchées : 60% des départements et des communautés urbaines et plus de 40% des régions et communautés d'agglomération ont souscrit ce type de crédit »*. (source caisse des dépôts/localtis info. 2 août 2012)

Ces départements et ces régions malgré des structures juridiques et de conseil plus développées que celles de la commune de DOUARNENEZ, ont signé de bonne foi ces engagements toxiques avec des banques qui, malgré leur obligation légale de conseil à leurs clients, ont commercialement abusés de ceux-ci.

Pour Philippe PAUL et Erwan LE FLOCH: *« le plus grave est que la précédente municipalité ne se soit pas souciée, lors de la signature de ces emprunts d'inclure dans les contrats un taux maximum : **inconscience ou incompétence**, la question mérite d'être posée. La précédente municipalité a retenu un scénario sans se soucier des incidences possibles sur les finances des contribuables »* (23 septembre 2011 - LE TELEGRAMME - page DOUARNENEZ)

La liste d'opposition RAMBOUILLET RENOUVEAU au maire Gérard Larcher, sénateur UMP, ancien président du sénat et ami de notre sénateur maire UMP *« constate que 75% des emprunts de la ville de Rambouillet étaient des emprunts structurés (29 M sur 38,7M). Sur l'emprunt Dualis de DEXIA (14,985M) le taux pouvait d'autant plus s'envoler qu'aucun plafond maximum n'avait été négocié »* (une sortie partielle d'emprunts très toxiques très couteuse / tribune du 21 05 2011 <http://www.rambouillet-renouveau.fr>). L'opposition municipale du sénateur maire UMP de RAMBOUILLET a obligé ce dernier à engager en 2013 une action en justice contre ces emprunts toxiques.

Les citoyens douarnenistes savent que le sénateur maire UMP de RAMBOUILLET (ancien président du sénat) est le mentor (*conseiller expérimenté, attentif et sage auquel on fait entièrement confiance* – définition Wikipédia) du nouveau sénateur Philippe PAUL. Le maire de RAMBOUILLET avait signé le même type de contrats avec DEXIA que la commune de DOUARNENEZ sans qu'un taux maximum d'intérêts y soit inclu. La municipalité dirigée par Gérard LARCHER ne s'est pas, elle, fait traiter *« d'inconsciente ou d'incompétente »* par Philippe PAUL.

« Les collectivités devront se méfier des banques qui font trainer les négociations dans le seul but de gagner du temps jusqu'à la date fatidique du 19 juin 2013 ou qui leur font signer de nouveaux contrats susceptibles de comporter des clauses destinées à faire avaliser par l'emprunteur une irresponsabilité du prêteur » (Patrick SAURIN auteur du livre *« les emprunts toxiques une affaire d'état »*)

Dans son rapport sur la commune de DOUARNENEZ d'octobre 2013 la chambre régionale des comptes de Bretagne constate que :

« Le ratio de capacité de désendettement est médiocre puisque proche de 12,3 années de capacité d'auto financement brute. Au surplus, cet encours est composé pour plus de la moitié d'emprunts à risque, de type structuré et de longue durée. Les renégociations effectuées en 2012 n'ont permis qu'une sécurisation partielle de la dette » (résumé rapport c des comptes 2013 page 3/57).

Le maire (Ph. PAUL) aurait pu lui aussi contester au Tribunal l'action illicite des banques DEXIA et CAISSE D'EPARGNE comme s'y sont engagées 200 collectivités publiques qui ont lancé plus de 300 assignations : six des décisions sur sept (septembre 2013) sont favorables aux collectivités locales. La conséquence pour les

collectivités locales qui auront attaqué en justice est de se voir substituer, grâce à une jurisprudence qui s'installe, sur les contrats attaqués le taux légal (de 0,04% en 2013) au taux conventionnel.

- jugement de la cour d'appel de PARIS du 4 juillet 2012 ROYAL BANK de SCOTLAND contre la ville de SAINT ETIENNE qui a rejeté l'appel en référé de la banque sur les motifs suivants : *« il n'est pas contesté que les prêts mis en cause sont soumis , après une première période de taux fixe, à un taux variable , sans qu'aucun plafond de ce taux ne soit prévu, ce qui contrevient à l'interdiction pour ces collectivités de souscrire à des contrats spéculatifs et renvoie aux conditions de passation de ces prêts au regard notamment de cette contrainte légale et de l'obligation de conseil de la ROYAL BANK »*
- le conseil général de SAINT DENIS avait assigné en octobre 2009 la banque DEXIA au TGI. le tribunal de grande instance de NANTERRE le 8 février 2013, a déclaré nulle la clause d'intérêt de trois contrats pour défaut de mention du TEG dans les fax de confirmation des prêts : c'est une victoire partielle et d'autres mairies et d'autres collectivités ont aussi attaqué la banque en se servant du jugement sur le défaut de mention du TEG
- Le Conseil Constitutionnel a annulé également le dimanche 29 décembre 2013 une disposition de la loi de finance 2014 qui validaient rétroactivement le défaut de mention du TEG (taux effectif global) dans les prêts aux collectivités locales et établissements publics locaux, dont le coût s'est avéré prohibitif pour ceux-ci. La haute juridiction a reproché au dispositif de la loi d'avoir *« une portée très large »* insuffisamment ciblée.

Les collectivités ayant engagé des recours contentieux se félicitent de la décision du Conseil Constitutionnel *« le texte censuré était une sorte d'amnistie financière, de quitus aux banques a posteriori sur des pratiques condamnables »*. Le gouvernement veut revoir sa copie et ne pas en rester là, car tout est fait pour rembourser JP MORGAN et GOLDMAN SACHS à l'origine du krach financier aux ETATS UNIS.

Nous avons écrit, dans nos documents de campagne, que dès le début de notre mandature, si nous sommes élus, nous refuserons de payer les intérêts illégaux aux banques spéculatives : cette position est confortée par l'avis donné le 31 mai 2012 par la chambre régionale des comptes d'Auvergne Rhône-Alpes :

Depuis le 15 décembre 2011 la **mairie de Sassenage (11 000 habitants) a décidé de ne plus rembourser les intérêts d'un prêt renégocié avec la banque DEXIA en 2010 dont le montant est passé en un an de 170 000€ à plus de 636 000€**. Les intérêts, qui sont indexés, pour moitié sur le franc suisse, ont en effet suivi la hausse vertigineuse de la devise. Saisie par le préfet de l'Isère pour déterminer le caractère de dépense obligatoire de cet intérêt, la juridiction administrative a soutenue la commune dans un avis rendu le 31 mai 2012 :

« la dépense de 636 000€, objet de la saisine au titre de l'article L 1612-15 du CGCT ne présente pas un caractère obligatoire pour la commune de SASSENAGE , indique dans son avis ,consulté par l'AFP, la chambre régionale des comptes « il n'y a pas lieu , en conséquence , de proposer des mesures de rétablissement de l'équilibre budgétaire » (info FR3 alpes info/Sassenage).

Dans son rapport d'observation sur la gestion communale de Philippe PAUL sur la période 2008/2012, la chambre régionale des comptes de Bretagne s'est inquiétée de la signature d'un nouveau contrat avec DEXIA le 23 avril 2013 qui comprenait *« 3 tranches simultanées courant sur 17 ans et 9 mois : la première est à taux fixe (5.57%) pendant un an , la seconde sur 14 ans , à un taux d'intérêt qui dépend du rapport de change entre le dollar US et le franc suisse, lequel se rajouterai, selon une formule prédéfinie, au taux de base »*. (page 17/57 du rapport de la cour des comptes de Bretagne douarnenez 2013)

La Cour a formulé, dans ce même rapport, concernant cette renégociation, les observations suivantes *«la renégociation a généré, non pas des avenants aux deux précédents contrats, mais un nouveau contrat dont une tranche est cotée « hors charte ». Pourtant depuis 2010 au titre du premier engagement de la charte précitée les établissements bancaires ont renoncé à proposer aux collectivités locales tout produit exposant à des risques sur le capital et des produits reposant sur certains indices élevés : les produits hors charte, c'est-à-dire supérieurs à la cotation 5E sont donc maintenant prohibés »* (page 18/57 du rapport de la cour des comptes de Bretagne douarnenez 2013)

Page 2 du nouveau contrat *« En signant les présentes l'emprunteur accepte et reconnaît devoir le montant total de l'indemnité compensatrice dérogatoire calculée par DEXIA CREDITLOCAL soit la somme de 2 983 000€ »*.

La cour note également que « fin 2012 la commune a renégocié deux autres contrats (n°712 et 713) signés avec la caisse d'épargne, pour un encours global de 7,8M€. Cotés « hors charte » (5F) ces contrats passeraient en phase structurée en 2013, durant plus de 13 ans avec un taux d'intérêts plafonné à 11%. (page 18/57 du rapport de la cour des comptes de Bretagne douarnenez 2013)

Le sénateur-maire a lu le rapport de la Cour des comptes qui le mettait en garde sur la conséquence de la signature de contrats « hors charte » par la commune en 2012.

A DOUARNENEZ, notre sénateur maire, au lieu d'attaquer en justice « les banquiers spéculateurs » et suspendre le paiement des intérêts de ces emprunts comme l'avais décidé le maire de SASSENAGE (soutenu pas la Cour des comptes), **a préféré renégocier** les emprunts et en signer d'autres, **en position de faiblesse vis à vis de ces banquiers**, avec les résultats que l'on connaît aujourd'hui et qui étaient prévisibles : **avec des contrats négociés hors charte : l'inévitable est arrivé début mars en mairie:**

« les taux approcheraient les 10%, on ne s'attendait pas à cela ! » répond Philippe PAUL en commentant dans la presse les taux d'intérêts des emprunts renégociés dont le montant est arrivé en mairie il ya quelques jours (laissant le soin aux nouveaux élus de s'atteler rapidement à ce gros dossier financier) : c'est trop facile. (Ouest-France du 8.03 2014 - page DOUARNENEZ)

Dès notre élection, après avis de nos conseils et des associations nationales de lutte contre les emprunts toxiques comme l'association ANTICOR, **nous refuserons de payer les intérêts de la dette et les pénalités. Nous faciliterons l'action en justice** devant le tribunal administratif **des citoyens douarnenistes** qui dénonceront également ces pratiques des temps modernes des banquiers spéculateurs responsables de cette anarchie bancaire.

Pour la liste "Initiatives citoyennes à gauche pour DOUARNENEZ"

Jacques BŒUF.